



FILIÈRE CEUS
CONSOMMABLES ET ÉQUIPEMENTS DES UNITÉS DE SOINS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_2826

Pouvoir adjudicateur : Hospices Civils de Lyon (HCL)

Objet du marché : **FOURNITURE D'INSTRUMENTATION CHIRURGICALE
ET MAINTENANCE ASSOCIÉE**

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES M_2826 et ses annexes, soit :

- Annexe 1 - Liste des adhérents à la consultation – membres du GC
- Annexe 2 – Liste des membres UNIHA
- Annexe 3 – Template e-catalogue

SOMMAIRE

Chapitre 1er - Généralités.....	5
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur.....	5
1.1 Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur.....	5
1.3 Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	5
1.4 Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre.....	7
1.5 Répartition des responsabilités.....	7
1.6 Litiges.....	8
2. Objet et périmètre du contrat.....	8
2.1 Objet du contrat.....	8
2.2 Nature et forme du contrat.....	8
2.3 Périmètre géographique.....	9
2.4 Exclusivité du titulaire.....	9
3. Pièces constitutives du contrat.....	9
4. Division en lots.....	10
5. Durée de l'accord-cadre.....	10
6. Obligations générales du titulaire.....	11
6.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché.....	11
6.2 Suivi de l'exécution des marchés.....	12
6.3 Qualité des fournitures.....	13
6.4 Assurances.....	14
6.5 Discrétion et confidentialité.....	14
6.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	14
6.7 Sous-traitance en cours d'exécution.....	15
6.8 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements beneficiaires et titulaire.....	15
Chapitre 2 - Exécution.....	16
7. Modalités d'exécution des bons de commande.....	16
7.1 Modalités d'émission des bons de Commande de fournitures.....	16
7.2 Modalités de modification ou d'annulation des bons de commande.....	16
8. Modalités de livraison des équipements et fournitures.....	17
8.1 Horaires, lieux et conditions de livraison.....	17
8.2 Emballages et transport.....	17
8.3 Le délai de livraison.....	18

8.4	Difficulté de livraison	18
8.5	Bordereau de livraison	18
9.	Gestion des ruptures d’approvisionnement	18
9.1	Obligation d’information	19
9.2	Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou/ et non imputable au titulaire	19
9.3	Rupture imputable au titulaire	20
10.	Opérations de vérification	20
10.1	Vérifications quantitatives	20
10.2	Vérifications qualitatives	21
10.3	Admission et transfert de propriété	21
10.4	Clause de reprise	21
11.	Garantie des fournitures	22
12.	Evolution de l’offre en cours d’exécution	22
12.1	Remplacement de références	22
12.2	Ajout de références	23
12.3	Complément de gamme	23
Chapitre 3 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer		24
13.	Modalités de livraison	24
13.1	Bordereau de livraison	24
13.2	Emballages et transport	24
14.	Opération de vérification qualitative et quantitative	25
15.	Dispositions financières particulières	25
Chapitre 4 - Prix et règlements		26
16.	Contenu et caractère des prix	26
16.1	Forme des prix	26
16.1	Contenu des prix	26
17.	Modification des prix	26
17.1	Offre de prix promotionnels	26
17.2	Modalités de mise en œuvre de la formule de révision	27
17.3	Formule et modalité de révision	28
17.4	Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d’une remise sur catalogue	29
17.5	Clause de rendez-vous	29
18.	Modalités de règlements	29
18.1	Avances	29
18.2	Délais de paiement	30
18.3	Factures	31

Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités.....	33
19. Pénalités	33
19.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution	33
19.2 Autres pénalités	33
20. Exécution aux frais et risques	34
20.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution	34
20.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	34
21. Résiliation du contrat	34
21.1 Motifs de résiliation	34
21.2 Résiliation en cas de liquidation judiciaire	35
21.3 Indemnité de résiliation	35
Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues	36
22. Obligation d'information	36
23. Modalités de poursuite du contrat.....	36
23.1 Modification des conditions d'exécution	36
23.2 Modification temporaire des prix ou de la formule de révision	37
24. Modalités de suspension du contrat	37

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS UniHA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par les Hospices Civils de Lyon (HCL) en application de la délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA en date du 29/11/2024, mandat 2024 – 21.

En vertu de ce mandat, les Hospices Civils de Lyon ci-après « l'établissement coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Le marché est passé pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3 du CCAP.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

1.2 COORDONNÉES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

HOSPICES CIVILS DE LYON
Direction des ACHATS
45 rue Villon
69373 LYON CEDEX 08

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur contractant des bons de commande est chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre. A ce titre et par dérogation à l'article 2 du CCAG-FCS, l'acheteur, lors de l'exécution de l'accord-cadre, est chaque établissement bénéficiaire.

1.3 BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- Les membres du groupement de commande identifiés en annexe 1 du CCAP « Liste des adhérents ».
- Les adhérents de la centrale d'achat identifiés en annexe 2 et dans les conditions définies ci-après, en tant qu'ils ne sont pas membres du groupement de commande.

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

1.3.1 LES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE AUTRES QUE LA CENTRALE D'ACHAT

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les membres identifiés en annexe 1 du CCAP.

La liste des lots sur lesquels chaque établissement s'est engagé est précisée en annexe 1.

Chaque membre du groupement de commandes est susceptible de commander l'ensemble des produits du lot sur lesquels il s'est positionné, dans la limite du montant maximum du lot, quelles que soient les quantités recensées par l'établissement sur chaque produit.

1.3.2 LES MEMBRES DE LA CENTRALE D'ACHAT

La centrale d'achat UniHA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du présent CCAP, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents. Les modalités de formalisation de la convention de mise à disposition sont prévues au CCAP.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du CCAP dans la limite du montant maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le montant maximum de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé, des structures de coopération d'établissements de santé ou d'établissements œuvrant dans le domaine de la santé ou de structure dont l'objet principal est en lien avec la santé.

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par UniHA avec le titulaire du marché, et selon les reporting de commandes portées à la connaissance de UniHA par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 2.

1.4 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

1.4.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUPRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Les membres du groupement de commande tels qu'ils sont identifiés en annexe 1, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à l'égard du titulaire retenu dès la notification de l'accord-cadre.

1.4.2 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Pour chaque lot, les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire » et est engagé à l'égard du titulaire retenu.

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire de l'accord-cadre sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses bons de commande.

1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives de l'établissement coordonnateur et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	Coordonnateur	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X

Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Délivrance du certificat de cession de créances / exemplaire unique		X
Appliquer les pénalités	X (pénalités administratives)	X (pénalités d'exécution)
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X

1.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commande et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, a pour objet :

FOURNITURE D'INSTRUMENTATION CHIRURGICALE ET MAINTENANCE ASSOCIEE

Le périmètre des prestations est défini au CCTP.

2.2 NATURE ET FORME DU CONTRAT

Le contrat est un accord-cadre à bons de commandes *sans minimum et avec un montant maximum tel que défini à l'article 4 du CCAP.*

Le montant maximum s'entend, pour chaque lot, comme un montant global réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné sur toute la durée de l'accord cadre.

Le montant prévisionnel de dépense sur catalogue est d'environ 10% de la dépense globale, au regard de l'expérience emmagasiner lors du marché précédent.

Les fournitures et prestations, objets des marchés, pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché

2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Chaque lot est exécuté au bénéfice de l'ensemble des membres bénéficiaires identifiés ci-avant (article 1 du présent CCAP), lesquels sont situés sur l'ensemble du territoire national, Corse comprise et dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

2.4 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire bénéficie d'un droit d'exclusivité sur toutes les prestations objet du lot dès lors que le marché a été mis à disposition de l'établissement bénéficiaire.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (ATTRI1)** et son annexe financière résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) M_2826 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seule foi
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) M_2826 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du titulaire et la partie du catalogue strictement conforme à l'objet du marché**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.**

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque y compris les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4. DIVISION EN LOTS

La consultation est allotie comme suit :

N°LOT	Intitulé	Montant maximal en € TTC sur durée du contrat
1	Instrumentation pour chirurgie générale et orthopédique	20 000 000 €
2	Instrumentation pour chirurgie générale, digestive et uro-gynécologique	14 000 000 €
3	Instrumentation dentisterie	6 000 000 €
4	Instrumentation pour chirurgie ophtalmologique.	4 000 000 €
5	Instrumentation chirurgicale cardio-vasculaire et thoracique	6 000 000 €
6	Instrumentation micro chirurgie vasculaire	600 000 €
7	Instrumentations clamps vasculaires	1 400 000 €
8	Instrumentation pour chirurgie ORL	7 000 000 €
9	Instruments pour chirurgie plastie-ORL	10 000 000 €
10	Instruments pour chirurgie maxillo-faciale et odontologique.	4 000 000 €
11	Instrumentation pour neurochirurgie rachis	5 000 000 €
12	Instrumentation coelio-laparoscopique digestive	8 000 000 €
13	Instrumentation coelio-laparoscopique uro-gynécologique	6 000 000 €
14	Instrumentation micro-coelio-laparoscopique	3 000 000 €
15	Tierce maintenance.	3 500 000 €
16	Instrumentation pour neurochirurgie crânienne	3 000 000 €

Chaque lot est mono attributaire.

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans fermes à compter du 2 Juillet 2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UniHA, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

En cas d'atteinte du montant maximum global, le contrat sera résilié de plein droit.

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1. MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'établissement coordonnateur de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À un changement de coordonnées bancaires (RIB)

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif de l'établissement coordonnateur avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

6.1.2. CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire à satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Pour le bon pilotage du marché et les besoins de reporting d'UNIHA, le titulaire devra fournir périodiquement, et au moins chaque semestre (30 juin et 31 décembre), toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché, pour l'ensemble des adhérents d'UNIHA.

Le titulaire doit notamment fournir au coordonnateur (HCL) un **suivi précis concernant le volume d'affaires réalisé avec chaque établissement bénéficiaire et tous les faits notables dans l'exécution du marché**. Il est demandé de fournir ces informations par voie électronique au moyen d'un fichier modifiable pour faciliter les traitements statistiques.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 19 du CCAP.

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie une année.

En plus des chiffres d'affaires réalisés semestriellement, à date anniversaire du marché et neuf (9) mois avant la fin du marché, le titulaire établit un listing exhaustif de la totalité des consommations par lot dont il est attributaire et le transmet à l'acheteur et son adjoint de la filière CEUS UniHA.

Ce listing comprend le nom et la dimension des instruments, les références et les quantités vendues au cours de la période écoulée. Les instruments sont classés par grandes familles (ciseaux, micro ciseaux, pince hémostatique, écarteurs...) sans abréviation et par ordre alphabétique (cf. catalogue). En cas de manquement à cette obligation le fournisseur s'expose à des pénalités conformément à l'article 19 du CCAP.

6.2.3. ALIMENTATION E-CATALOGUE

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque lot, les titulaires de l'accord-cadre devront fournir l'annexe 3 du CCAP complétée avec les photos et/ou fiches techniques des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 30 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 15 du CCAP.

En cas d'avenant, le titulaire devra renvoyer l'annexe susvisée du CCAP modifiée par l'effet de l'avenant dans un délai de 15 jours à compter de la signature de l'avenant.

6.3 QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures et prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

6.4 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de l'établissement coordonnateur dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.7 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

.

Chapitre 2 - Exécution

7. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

7.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES

Les commandes sont directement passées par les établissements bénéficiaires, une fois le présent marché mis à leur disposition dans les conditions visées à l'article 1.4 du présent CCAP.

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement bénéficiaire selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement bénéficiaire est garant de cette habilitation.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer,
- La désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le montant TTC du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro de la commande,
- Le prix net unitaire HT.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté d'exécution.

Une fois le bon de commande émis, l'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas annuler la commande, sauf motif d'intérêt général dûment justifié, et sous réserve d'indemniser le titulaire des frais et investissements, dûment justifiés, engagés à perte pour l'exécution de la prestation.

Les frais de transport des fournitures à quai, sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons **franco de port et d'emballage (sauf mention contraire dans l'annexe financière)**, dès le premier Euro en France métropolitaine.

Le titulaire ne peut pas exiger un minimum de commande.

7.2 MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Avant livraison des fournitures ou exécution des prestations, un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande d'un établissement bénéficiaire, totalement ou partiellement.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation sur le motif de l'annulation, sauf à démontrer et justifier avoir engagé des frais à perte pour l'exécution des prestations.

Dans ce cas, le Titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement, conformément à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS. Aucun forfait minimum de dédommagement n'est alors applicable. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.6 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation du bon de commande pour faute du titulaire (retard, non réponse) ou dans l'hypothèse où une nouvelle commande d'un montant équivalent émise par l'établissement bénéficiaire concerné serait intervenue en remplacement de la commande annulée.

8. MODALITES DE LIVRAISON DES EQUIPEMENTS ET FOURNITURES

8.1 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire. Elles pourront être précisées sur le bon de commande. Dans cette perspective le titulaire est invité à se rapprocher de chaque établissement concerné.

Le titulaire doit se présenter sur les lieux de livraison selon les conditionnements et conventions adoptées avec chaque établissement.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

8.2 EMBALLAGES ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé à l'article 8.3 du présent CCAP.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque utilisateur.

8.3 LE DELAI DE LIVRAISON

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans l'offre du titulaire et courent à compter de la date de réception, par ce dernier, du bon de commande émis par les membres du groupement de commandes et par les bénéficiaires du marché après convention avec la centrale d'achat UNIHA.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé à l'article 19 du présent CCAP.

8.4 DIFFICULTE DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

8.5 BORDEREAU DE LIVRAISON

En complément de l'article 21.2 du CCAG-FCS, les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,
- Le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord de l'établissement bénéficiaire.

Auquel cas, il pourrait être transmis par courriel aux personnes concernées.

9. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

9.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit l'établissement coordonnateur et les établissements bénéficiaires sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture.

L'établissement coordonnateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer les représentants UniHA de la filière CEUS :

A chaque date anniversaire du marché, par l'envoi d'un listing exhaustif des références qui peuvent potentiellement être arrêtées en fabrication et/ou commercialisation pour l'année à venir. Cette information permet d'anticiper les substitutions éventuelles chez le fournisseur ou, si cela n'est pas possible, vers un autre fournisseur qu'il conseillera.

En dehors de la date anniversaire du marché, d'un arrêt de fabrication et/ou de commercialisation d'un instrument(s) pour des raisons réglementaires ou autres. Cette information doit parvenir dès connaissance de la décision et en amont de la rupture d'approvisionnement aux établissements.

En cas de défaut d'information(s), des pénalités forfaitaires pourront être appliquées par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 19 du CCAP.

9.2 RUPTURE CONSECUTIVE A UNE EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION OU/ ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

9.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

L'établissement coordonnateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable de l'établissement coordonnateur. Cet accord préalable, daté et signé par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire ou par voie d'avenant. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au présent CCAP ne s'appliquent.

9.2.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 3 mois, le marché pourra être résilié pour faute, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

9.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE

9.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire tel qu'un arrêt de fabrication du produit ou un arrêt de commercialisation, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, et chaque établissement bénéficiaire peut, après accord de l'établissement coordonnateur qui en informe le titulaire, exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités définies à l'article 19 du présent CCAP.

9.3.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 3 mois, le marché pourra être résilié pour faute, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

10. OPERATIONS DE VERIFICATION

10.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées le jour même de la livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

10.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 15 jours à compter de la livraison des fournitures.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

10.3 ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission, sous réserve des vices cachés.

Les fournitures sont admises à l'issue des opérations de vérifications prévues à l'article 11.1 et 11.2.

10.4 CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits concernés l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire de l'accord-cadre.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Un avoir correspondant aux stocks repris (ou détruits) sera émis par le titulaire bénéficiaire dans le délai d'un mois après reprise (ou destruction). L'avoir pourra être réclamé sous forme de titre de recette émis par l'établissement.

11.GARANTIE DES FOURNITURES

Cf article 3.4 du CCTP M_2826

12.EVOLUTION DE L'OFFRE EN COURS D'EXECUTION

Indépendamment des hypothèses de modification prévues aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la commande publique, l'offre du titulaire pourra faire l'objet de modifications actées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

En effet, les fournitures objet du présent marché sont soumis à de fortes et récurrentes évolutions technologiques/réglementaires ayant pour conséquence une évolution de l'offre proposée aux adhérents en cours d'exécution.

Ces évolutions sont susceptibles d'entraîner les modifications contractuelles suivantes.

12.1 REMPLACEMENT DE REFERENCES

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, de contrainte d'approvisionnement ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre ou pour tout autre motif jugé pertinent par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire a la possibilité, après accord du coordonnateur, de remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par des fournitures jugées équivalentes ou plus performantes ou plus adaptées aux besoins. Le nouveau produit ou la nouvelle prestation associée sera conforme aux spécifications prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent(e) ou supérieur(e) au produit ou à la prestation associée proposé(e) initialement.

Le remplacement de la référence, ponctuel ou permanent, devra se faire à prix équivalent. Ce remplacement pourra être formalisé par voie de certificat administratif signé par le pouvoir adjudicateur et auquel sera joint le BPU intégrant la nouvelle référence, sans modification de prix. Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur est libre d'accepter ou de refuser le remplacement de la référence.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'approvisionner du fait du refus de remplacement de référence, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dès lors que la rupture d'approvisionnement ne résulte pas d'une circonstance imprévisible.

Enfin, l'établissement bénéficiaire qui aurait déjà passé commande se réserve le droit d'annuler son bon de commande sans frais à sa charge si le remplacement de la référence ne lui convient pas.

12.2 AJOUT DE REFERENCES

En cours d'exécution, le titulaire pourra proposer l'ajout de références ne figurant pas au BPU, dès lors que celles-ci seront nécessaires à la bonne exécution du marché.

L'ajout d'un produit est rendu nécessaire pour la bonne exécution du marché lorsqu'il répond à un besoin identifié par Le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut procéder à son intégration dans les conditions suivantes :

- ✓ Le produit ajouté devra impérativement rentrer dans l'une des familles de produits décrites au Bordereau des prix unitaires
- ✓ Le produit ajouté ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché
- ✓ Le produit ajouté doit être nécessaire à la bonne exécution du marché

Le titulaire devra fournir l'ensemble des documents (type fiches techniques, documentation ...) du nouveau produit attestant notamment de sa conformité au Cahier des charges ainsi que le Bordereau des prix avec le(s) nouveau(x) produit(s) ajouté(s).

Le pouvoir adjudicateur devra approuver la fiche technique et la documentation le cas échéant accompagnant le produit. Le nouveau produit sera ajouté au contrat sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant via l'émission d'un ordre de service ou d'un courriel avec accusé réception.

L'ajout de ces références sera acté par voie d'avenant, dont la signature vaudra signature du nouveau BPU associé.

12.3 COMPLEMENT DE GAMME

En cours de validité de l'accord-cadre, les titulaires pourront être amenés à compléter leurs gammes de produits dans la limite du volume maximum du lot, et à la condition :

- Que le produit réponde aux spécifications techniques du CCTP ;
- Que le produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence d'un autre lot ;
- Que l'intégration du nouveau produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence ;

Ces compléments de gamme devront faire l'objet d'un avenant signé par le pouvoir adjudicateur.

Chapitre 3 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer

Toutes les dispositions du présent cahier des clauses administratives s'appliquent aux établissements DROM-COM sous réserve des clauses spécifiques prévues au présent article.

13. MODALITES DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont définis sur chaque bon de commande.

Le titulaire assure la livraison des fournitures dédouanées pour l'export, au point de livraison en France métropolitaine (FCA), déterminé par l'établissement bénéficiaire (quai transitaire aérien ou maritime).

Dans le cas où la fourniture objet du marché, est fabriquée en dehors de la France, le point de livraison (transitaire) est défini en commun accord avec l'établissement bénéficiaire concerné.

Le délai de livraison est le même que pour les établissements situés en France métropolitaine défini à l'article 7.4 du présent CCAP : il s'entend de la date de notification du bon de commande à la date de livraison sur le site d'embarquement (quai transitaire aérien ou maritime).

Le titulaire est chargé d'emballer et d'étiqueter les fournitures afin qu'elles arrivent en bon état à destination finale.

13.1 BORDEREAU DE LIVRAISON

La livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bordereau de livraison tel que défini à l'article 7.6 du présent CCAP et des documents ci-après :

- Une Fiche de Données de Sécurité pour les fournitures concernées si nécessaire ;
- L'identité de l'expéditeur et l'identité du destinataire ainsi que le pays de destination ;
- La facture en euros HT,
- La liste exhaustive du colisage ;
- En fonction de la catégorie du produit, la déclaration matière dangereuse (IATA) effectuée par une personne diplômée IATA ;

Chaque livraison au transitaire doit être accompagnée d'une facture correspondant au colisage exact, en cohérence avec le bordereau de livraison.

13.2 EMBALLAGES ET TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au quai transitaire (aérien ou maritime). A ce titre, il est également responsable du conditionnement et de l'emballage des fournitures

Le titulaire veillera à garantir que l'emballage respecte la réglementation en vigueur et permette notamment de préserver et protéger les fournitures objet du présent contrat en fonction du climat et ce jusqu'au lieu de destination final conformément à l'article 20.2.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, dès l'admission des fournitures, les emballages deviennent la propriété de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire a l'obligation de remettre au transitaire la fourniture emballée pour l'export dans le respect de la réglementation aérienne internationale et la réglementation sur le transport par voie maritime.

A ce titre, aucun surcout supplémentaire ne pourra être demandé par le titulaire.

En cas de non-respect des conditions d'emballages, les surcouts éventuellement engendrés sont à la charge du titulaire.

14. OPERATION DE VERIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

Les opérations de vérification des livraisons quantitatives (conformité bon de livraison, état des emballages notamment) sont effectuées par le transitaire.

Les vérifications qualitatives prévues à l'article 9.2 du présent CCAP sont effectuées par l'établissement bénéficiaire.

L'admission des prestations par l'établissement bénéficiaire intervient à la suite des opérations de vérifications définies à l'article 9.3.

15. DISPOSITIONS FINANCIERES PARTICULIERES

Les prix unitaires en euros HT, mentionnés au BPU ne pourront être différents de ceux appliqués à la France métropolitaine.

Le titulaire est chargé d'accomplir la procédure de dédouanement dans le pays d'exportation et de s'acquitter des droits et des taxes qui s'y rapportent afin que les marchandises puissent quitter le pays d'exportation (notamment le territoire métropolitain).

En complément de l'article 11 du présent CCAP, les prix comprennent également les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage spécifique en fonction des conditions d'envoi (maritime ou aérien), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (quai ou aéroport du transitaire).

Les frais de manutention et de transport, de douane ainsi que les dépenses fiscales (taxes outre-mer), qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. La réexpédition par le titulaire d'un nouveau produit à la suite du rejet des fournitures reste à la charge du titulaire

Chapitre 4 - Prix et règlements

16. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

16.1 FORME DES PRIX

Le prix des fournitures et prestations objet du marché sont révisables dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

16.1 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Cette clause est applicable aux établissements situés en France métropolitaine (Corse comprise).

Pour les établissements bénéficiaires situés en DROM-COM, le cout du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de ce dernier (chapitre 5 du présent CCAP).

17. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant.

17.1 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

A l'occasion de ces offres promotionnelles, le titulaire pourra notamment proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle sera formalisée par le pouvoir adjudicateur par un certificat administratif validant son accord sur l'offre et cadrant les éléments (quantités, prix, durée etc).

17.2 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMULE DE REVISION

La clause de révision est mise en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU (articles, maintenance et complément de gamme) seront révisables à la hausse comme à la baisse, à compter de la date anniversaire de début de marché (à 12, 24, 36 mois) par application des formules précisées ci-après.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au pouvoir adjudicateur, moyennant un **préavis de 2 mois** avant la date anniversaire de notification du marché. Le titulaire fournira un BPU et catalogue avec l'ensemble de ses nouveaux prix.

En cas d'envoi postérieur, les indices utilisés pour la formule de révision devront être ceux qui auraient dû être utilisés à la date de révision initiale, sauf hypothèse plus favorable pour le pouvoir adjudicateur. L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité. Au plus tôt, les prix sont applicables à date anniversaire de notification et dès transmission du courrier de confirmation.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier pourra avoir pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou des prix précédemment révisés.

17.3 FORMULE ET MODALITE DE REVISION

16.3.1 PRIX DE REFERENCE POUR LA VARIATION

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M₀, du mois de remise des offres (dernier indice publié au « mois zéro »).

16.3.2 FORMULE DE REVISION

Les prix seront révisés par application des coefficients et des indices mentionnés dans le tableau ci-dessous :

LOT 1 A 14 ET 16 ACQUISITION DES MATERIELS :

$$P = P_0 (0,25 + 0,75 \times (\text{CPF32.50}_n / \text{CPF32.50}_0))$$

Où

P = Prix révisé

P₀ = Prix de base figurant dans le marché, le Mois M₀ étant le mois de remise de l'offre finale

CPF32.50_n = Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire – Base 2021 – Identifiant 010765273, le dernier publié lors de la révision

CPF32.50₀ = Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire – Base 2021 – Identifiant 010765273, le dernier publié au Mois M₀ (mois de remise de l'offre finale)

INDICE CPF32.50 : Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire – Base 2021 – Identifiant 010765273

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765273>

LOT 15 MAINTENANCE ET LOT 1 A 14 ET 16 POUR LA PARTIE MAINTENANCE :

$$P = P_0 (0,20 + 0,80 \times (\text{ICTrevTS}_n / \text{ICTrevTS}_0))$$

Où

P = Prix révisé

P₀ = Prix de base figurant dans le marché, le Mois M₀ étant le mois de remise de l'offre finale

ICTrevTS_n = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565195, le dernier publié lors de la révision

ICTrevTS₀ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565195, le dernier publié au Mois M₀ (mois de remise de l'offre finale)

INDICE ICTrevTS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565195

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>

16.3.3 AJUSTEMENT DE LA FORMULE DE REVISION

Le coefficient appliqué est arrondi au millième supérieur (en conséquence le taux d'évolution des prix est arrondi au dixième supérieur). Par exemple, si la hausse est de 0,125%, cela revient à arrondir à 0,2%, autrement dit à utiliser un coefficient multiplicateur de 1,002, au lieu de 1,00125.

En cas de disparition de ces références ou de suspension de leur publication, les parties conviennent qu'un accord interviendra sur le choix d'autres références et sur une formule de raccordement.

En l'attente de cet accord, la dernière valeur connue de l'indice en cause sera utilisée ou l'indice de substitution proposé par l'INSEE, l'Usine Nouvelle ou le CNR sera appliqué.

Il n'y aura pas de révision provisoire.

17.4 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE

Les établissements adhérents se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché : du total du montant annuel des achats réalisés de cet adhérent pour le lot considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau des prix

Le catalogue fourni par le titulaire, et correspondant aux bordereaux remis dans son offre, comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisée, un tarif remisé. Le catalogue est demandé par lot et pour la famille de produits concernée par le lot.

Il peut être réactualisé 1 fois par an.

17.5 CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Si l'application de la formule de variation des prix conduit à une variation supérieure à 2% par rapport au prix initial du marché, les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités de la poursuite du contrat.

18. MODALITÉS DE RÉGLEMENTS

18.1 AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% sur accord de l'établissement concerné.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

18.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits ou, pour les acomptes, à la date d'admission des opérations de vérification, à compter de la date d'admission lorsque le paiement est subordonné à une procédure d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel


le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

18.3 FACTURES


Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités

19. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités ci-dessous n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est accordée au titulaire.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

19.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai maximum contractuel, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante et sans mise en demeure préalable :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur HT du marché, du bon de commande ou de la tranche

R = nombre de jours de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

19.2 AUTRES PENALITES

Le titulaire encourt les pénalités de retard suivantes :

Fait générateur	Pénalités
Non déclaration d'un sous-traitant Cf article 6.7 du CCAP	500 € net de taxes par sous-traitant (uniquement par PA)

Non remise des prix indexés Cf article 16.4 du CCAP	500 € net de taxes (uniquement par PA)
Non remise des éléments de reporting Cf article 6.2.1 du CCAP	50 € par jour de retard et par document (uniquement par PA)
Non remise des éléments pour le e catalogue Cf article 6.2.3 du CCAP	50 € par jour de retard (uniquement par PA)
Absence de réalisation du bilan mensuel adhérent / suivi adhérent (cf. article 3.2 du CCTP)	50 € par jour de retard et par document
Défaut d'information en cas de rupture, d'arrêt de commercialisation Cf article 9.1 du CCAP	250€ / constat (uniquement par PA)

20.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

20.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION

Les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire défaillant sont fixées à l'article 8 ci-avant.

20.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, les établissements bénéficiaires pourront exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

21.RESILIATION DU CONTRAT

21.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAP.En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;

- - En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations ;

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

La résiliation par un établissement bénéficiaire de la part du marché le concernant n'entraîne pas automatiquement la résiliation de l'accord-cadre.

21.2 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21.3 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues

22. OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

23. MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

23.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- D'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- D'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

23.2 MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX OU DE LA FORMULE DE REVISION

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation temporaire des prix ou une modification de la formule de révision s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du lot, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à UniHA ni aux établissements bénéficiaires : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par UniHA,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

24. MODALITES DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'établissement coordonnateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.